



HAL
open science

La conversion des activités militaires en productions civiles dans une économie en transition : la Russie

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. La conversion des activités militaires en productions civiles dans une économie en transition : la Russie. La conversion économique du secteur militaire, *Economica*, 1994. hal-03480711

HAL Id: hal-03480711

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03480711v1>

Submitted on 14 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La conversion des activités militaires en productions civiles dans une économie en transition : la Russie

Jacques Fontanel

La conversion économique du secteur militaire

Economica,

Paris, 1994

La question de la conversion des industries d'armement en Russie s'inscrit dans le processus de transition de l'économie soviétique planifiée en économie nationale de marché, avec quelques adaptations transitoires. Le fardeau militaire de l'ex URSS est sans doute une des raisons majeures de l'échec de l'expérience soviétique. Aujourd'hui il faut reconvertir cette production militaire en une production civile qui se heurte aux privilèges acquis par le complexe militaro-industriel, à l'existence de quasi monopoles très puissants, à des technologies militaires peu adaptables à la production des biens nécessaires à l'économie civile, à la concurrence étrangères, à la corruption et à la difficulté de l'Etat d'engager des processus de conversion qui allient le maintien d'une défense nationale puissante couplée avec les nécessaires productions civiles qui engagent le pays dans un développement économique comparable à celui des autres grandes puissances.

The question of the conversion of the arms industries in Russia is part of the process of transition from the planned Soviet economy to a national market economy, with some transitional adaptations. The military burden of the former USSR is undoubtedly one of the major reasons for the failure of the Soviet experiment. Today it is necessary to reconvert this military production into civilian production, which comes up against the privileges acquired by the military-industrial complex, the existence of very powerful quasi-monopolies, military technologies that are not very adaptable to the production of goods necessary for the civilian economy, foreign competition, corruption and the difficulty of the State to engage in conversion processes that combine the maintenance of a powerful national defense coupled with the necessary civilian production that would commit the country to economic development comparable to that of the other great powers.

Conversion, industries d'armement, Russie, Transition économique, développement économique

Conversion, arms industry, Russia, economic transition, economic development.

Avec l'effondrement du système socialiste, la fin de la guerre froide et la permanence de la crise économique, la conversion des activités militaires en productions civiles est devenue nécessaire. La Russie est une nation bouleversée par l'échec idéologique et économique du système socialiste ; obligée de s'inscrire dans un processus de transition d'une économie planifiée vers une économie de marché, elle connaît les difficiles soubresauts politiques d'un pays en voie de démocratisation. La conversion de la Russie a une histoire finalement très récente et elle a été engagée selon des procédures qui la rendent douloureuse et risquée.

Historique du désarmement en URSS et en Russie

Depuis Pierre Le Grand, la Russie a développé une puissante industrie d'armement capable de poursuivre l'expansion territoriale faisant de Moscou le centre d'un empire. Avec l'avènement du socialisme et l'isolement de l'Union soviétique, l'industrie militaire a connu une forte expansion provoquée par les menaces idéologico-militaires d'abord allemandes, ensuite américaines. A la fin de la dernière guerre mondiale, l'URSS a remplacé ses armements primitifs par des armes nucléaires et des missiles balistiques. Cette production est restée compétitive avec les USA jusqu'à la fin des années 60. L'Union soviétique était alors devenue une superpuissance militaire capable de défier les Etats-Unis, mais son indice de développement humain était peu élevé, témoignage du choix du canon au détriment de celui du beurre.

Au sommet de la Guerre froide, les dépenses militaires représentaient plus de 20 % du Produit national soviétique contre seulement 7 à 8% pour les Etats-Unis. La course technologique était très soutenue, mais les forces productives de l'URSS se sont progressivement affaiblies, avec l'insuffisant développement d'une production industrielle anesthésiée par le système de planification trop centralisé et la faible propension des usines à innover dans le cadre d'orientations planifiées. En outre, une part importante de l'industrie lourde nationale était surtout destinée aux consommations intermédiaires de l'industrie d'armement,

provoquant des pénuries continues de biens de consommation et un retard technologique de la plupart des industries civiles. La production militaire a parfois été considérée comme la cause, voulue par les Etats-Unis, de la crise économique du socialisme, mais on peut aussi se demander si le choix de l'industrie lourde comme pilier unique de la croissance économique n'a pas affecté les investissements civils. En outre, l'accent mis sur l'aspect ostentatoire de la défense s'est fait au détriment de l'efficacité réelle des forces armées.

A partir des années 1980, le fardeau militaire, qui avait été pendant 40 ans une condition majeure de survie d'un système socio-économique ayant proclamé sa supériorité sur le capitalisme et sa capacité à devenir une superpuissance, a contribué à l'effondrement du système communiste. En 1985, Gorbatchev a cherché à combler le retard économique de l'URSS, mais ce n'est que progressivement qu'il a engagé son pays dans la voie d'un désarmement partiel, en annonçant la tribune des Nations Unies, en décembre 1988, des réductions du budget et de la production des matériels militaires de l'ordre de 14,2 et 19,5% pour les deux années suivantes. Le rapport entre activités civiles et militaires de 40-60 devait être remplacé dès 1995 par un rapport inversé 60-40. Il s'agissait de promouvoir la compétition entre les entreprises, d'améliorer les méthodes de prévision et de planification et de développer, dans des associations de production, la coordination entre les instituts de recherche et les entreprises. La conversion a débuté dans plus de 420 entreprises et 200 instituts de recherche, selon les principes du système dirigiste (avec le Gosplan, la Commission industrielle militaire et le Ministère de la Défense), avec des résultats planifiés et des objectifs chiffrés pour chaque entreprise, mais sans référence aux problèmes techniques et financiers des entreprises et sans même établir un inventaire des installations existantes. En 1988, la part des armements et des investissements militaires (Després, 1994) représentait presque les deux tiers de la valeur des biens estimés aux prix mondiaux, contre 30% avec les prix soviétiques.

Gorbatchev s'est heurté à l'opposition active de l'industrie militaire soviétique et son programme ne fut approuvé par le Conseil présidentiel qu'en décembre 1990,

lorsque la planification ne fonctionnait plus. Alors que sous Staline l'économie soviétique était un pur système de commandes aux ordres des leaders politiques, progressivement le complexe militaro-industriel était devenu un système puissant, très privilégié, géré par un petit nombre de lobbys rivaux de l'industrie lourde, faiblement contrôlé par les instances de la hiérarchie du Parti Communiste et de la partie civile de la bureaucratie d'Etat. Gorbatchev était pourtant convaincu de l'efficacité économique du complexe militaro-industriel (CMI), de sa capacité compétitive sur les marchés internationaux et de la facilité relative des procédures de conversion pour le principal producteur national de biens de consommation durable. Il lui a même confié la gestion d'entreprises du secteur agro-alimentaire et de l'industrie légère en difficulté. Or, les entreprises du CMI étaient très gaspilleuses, du fait même de leurs priorités, et les considérations économiques y étaient -faiblement prises en compte. Dès l'origine, les ordres et plans de conversion de Gorbatchev et du Politburo ont été sabotés par l'establishment militaro-industriel, désireux de conserver ses privilèges. Certes, quelques projets ont été mis en place, mais d'une manière telle (mauvaise qualité et coûts excessifs) qu'ils discréditaient le processus de la conversion.

A partir de 1989, la crise économique et le déficit budgétaire rendirent inéluctable la réduction des dépenses militaires, et les commandes d'armes ont alors été sévèrement réduites. Le CMI, toujours peu convaincu de la nécessité de la conversion, a alors mis l'accent sur les exportations d'armes, selon des procédures parfois illégales, sans contrôle du Parlement, à des conditions de prix très bas et avec des flux cependant trop faibles pour maintenir l'activité de ces géants industriels. Jusqu'à la suppression du Gosplan, le gouvernement a cherché à augmenter la production des biens de consommation et d'équipement et à encourager les progrès techniques dans les secteurs essentiels. Cependant, les procédures centralisées sont restées les mêmes (contrôle bureaucratique, indifférence à l'égard des coûts de production réels, régulation centralisée). Ce fut un échec complet, même si 500.000 personnes changèrent d'emploi sur la période.

En 1991, le Traité START a ramené à 8500 têtes nucléaires stratégiques l'arsenal américain et à moins de

7000 celui de l'URSS. Avec la désintégration de l'Union soviétique, la démission forcée de Gorbatchev et la montée au pouvoir de Boris Eltsine, le complexe militaro-industriel a connu un éclatement (notamment entre l'Ukraine et la Russie), une réduction encore plus forte des dépenses militaires, la suppression des subventions au maintien de la force de travail courante, en même temps que disparaissaient la planification et la gestion centrales de l'économie, garantes des privilèges des industries d'armement. La Commission industrielle militaire et les neuf Ministères furent mis sous contrôle du Ministère de l'Industrie, provoquant ainsi une rupture certaine avec l'héritage économique des militaires soviétiques, avec l'obligation faite au secteur militaire de se mettre au service du secteur civil. Une loi sur la conversion fut adoptée, réglementant la croissance du chômage, les pertes de revenus et autres problèmes sociaux. Ce traité ne prévoyait aucune source de financement international.

Avec la thérapie de choc de Gaidar, qui devait conduire à l'application du jeu de destructions créatrices suggérées par Schumpeter, l'objectif de réduction de 50% des achats d'armes décidé en 1992 fut fixé, ainsi que la réduction des deux tiers de la R&D et des commandes d'équipements militaires. Le financement des opérations de conversion était estimé à 1,2 à 1,5 milliard de roubles pour chaque milliard de roubles de production annuelle à convertir. Le modèle de transition visant à instaurer rapidement les mécanismes du marché impliquait un déréglementation, la restructuration du secteur de l'Etat, la libre entrée sur les marchés, le contrôle de la masse monétaire et l'instauration d'un système fiscal. Cette politique très coûteuse socialement a provoqué une forte récession et l'apparition d'un chômage (révélé et déguisé) ; elle a érodé le consensus politique et social sur l'avènement de la démocratie, elle a affaibli le CMI dont la plupart des industries militaires étaient concentrées dans des secteurs dans lesquels peu d'emplois alternatifs étaient susceptibles d'être créés. Après la thérapie de choc, certaines décisions marquèrent la volonté de mener une politique industrielle de la conversion, destinée à protéger le vaste potentiel industriel et technologique de la Russie de la menace de disparition. La conversion est souvent perçue par les économistes russes libéraux comme un facteur d'intégration de la Russie dans l'économie mondiale, avec la

double disparition des statuts privilégiés des firmes et de la classification secrète des informations. La maintenance des structures du secteur militaire n'en est pas moins le symbole de la continuité de la Nation et une garantie de sa survie.

Les fondements et les principes de la conversion en Russie

En février 1993, Le Présidium du Conseil des Ministres n'avait toujours pas adopté les principales orientations concernant la conversion, laissant les entreprises se débrouiller seules pour maintenir le potentiel industriel militaire et pour financer les activités reconverties. Le CMI réclamait une politique de conversion bien planifiée, logique et financée de façon adéquate dans le cadre d'une politique industrielle de long terme. Les entreprises asphyxiées par leur endettement interne de 5000 milliards de roubles (3 milliards de dollars, si l'on utilise le taux de change, mais probablement dix fois plus en termes de parités de pouvoir d'achat) n'avaient pas les moyens d'engager un processus de conversion très coûteux et très long, notamment en termes d'investissements, véritables goulots d'étranglement du système. Le programme de conversion avait été estimé à 60 milliards de dollars entre 1991 et 1995, alors que les coûts réels représenteraient de fait 160 milliards de dollars sur 20 ans. L'aide internationale apparaît nécessaire pour maintenir la paix et la démocratie. Une partie très importante de l'économie russe est encore contrôlée par l'Etat, parce que le processus de privatisation est lent et coûteux, les ressources financières des entreprises sont insuffisantes, la concurrence internationale pressante et la protection des entreprises sensibles de l'industrie nationale nécessaire. Pourtant, de peur de revenir à des formes de gestion bureaucratique et centralisées, l'Etat refuse de mettre en place une politique industrielle, fondée sur le financement des secteurs prioritaires.

Actuellement, le poids du fardeau de la défense reste très secret et les prix toujours administrativement fixés ne reflètent pas toujours les coûts réels. En 1990, le budget de la défense était de 102 milliards de roubles (30 % pour les achats), l'investissement militaire représentait le tiers de l'investissement national, le secteur de la défense occupait,

selon les méthodes de comptabilisation, de 4,7 à 7,5 millions d'emplois, la R&D militaire représentait 75% de la RD nationale. Le CMI comprenait 500 très grandes entreprises, 3500 fournisseurs de composants, 500 instituts de recherche et développement. Il disposait d'une bonne capacité technique de production civile (42% du volume de la production militaire) et il produisait notamment 100% des appareils de télévision, de radio, vidéos, caméras, scooters, le tiers des machines à laver, la moitié des réfrigérateurs, des ordinateurs, des équipements optiques ou de la métallurgie. L'objectif actuel est un ambitieux 65% de production civile pour 1995.

Les industries civiles souffraient de deux maux essentiels. D'abord, elles étaient désavantagées par rapport aux entreprises du CMI en termes de disponibilité des technologies et du capital, de qualité de la force de travail, de priorité sur les consommations intermédiaires et d'aide scientifique à l'innovation. Ensuite, les objectifs étaient très élevés, ce qui provoquait de nombreux déchets dans la production. Les responsables des firmes d'armement ont souvent été conduits à développer le secteur civil, mais celui-ci n'a pas obtenu les mêmes priorités que le secteur des armes et le contrôle qualité y était souvent moins strict. Pendant 60 années, le CMI a développé des règles et une culture codée définies par l'économie planifiée. Les entreprises d'armement n'utilisaient pas le crédit bancaire et elles étaient indépendantes des organes financiers. La politique de l'emploi était d'autant mieux appliquée que le prestige social d'une entreprise était fondé sur le nombre de personnes employées et la qualité de la sécurité dans la vie sociale. L'Etat était supposé toujours payer les salaires et les performances de l'entreprise n'étaient pas directement affectées par l'épargne des salariés. Or, l'entreprise russe moderne, aux prises avec le marasme économique et politique ambiant, a besoin de développer ses capacités productives alors qu'il n'existe pas de réseaux financiers et technologiques adaptés aux contraintes de la demande solvable. Les personnels disponibles ne sont pas bien formés aux nécessités commerciales, les réseaux interindustriels sont à renouveler et les marchés sont encore inexistant dans les formes structurées qui existent dans les sociétés occidentales.

La loi de la conversion du 21 avril 1992 propose des financements (Fonds étatique de reconversion, dont les ressources sont fondées sur les prélèvements aux entreprises), des crédits bancaires préférentiels, un soutien aux exportations d'armes (surplus de l'armée, matériels en stock, armes commandées), un cadre social (allocation chômage de 4 dollars par jour), des compensations financières pour les pertes dues à l'arrêt des commandes militaires nationales. Même si la conversion militaire ne dépend pas uniquement de lui, le CMI a été réorganisé autour du Roskomoboronprom (Comité pour les Industries de défense et aéronautiques), dont l'activité est de coordonner l'ensemble des activités du secteur militaire. Si Gaidar refusait tout soutien à la conversion des entreprises, sauf dans le cadre de leur privatisation, le lobbying des industries d'armement a fortement combattu cette position et il semble l'avoir (au moins provisoirement) emporté. Le Programme de Conversion n'est pourtant pas suffisamment incitatif pour stimuler la transition vers le marché, pour mettre en place des structures de gestion moderne et pour attirer les entreprises étrangères.

Les politiques des entreprises

Face à cette situation économique grave engendrée par la simultanéité de conversion et de transition, les entreprises mènent cinq types de politiques.

- *Continuer la production des armes.* Les achats d'armements de l'Etat représentent 20% du potentiel productif existant. Sans commandes, les entreprises continuent à les fabriquer. Elles stockent ou elles envoient leurs produits à leurs anciens clients, en établissant une créance. En 1993, la dette militaire représentait 3000 milliards de roubles et toutes les entreprises étaient concernées. C'est pourquoi les exportations d'armes apparaissent comme une bouffée d'oxygène dans un secteur étouffé par un endettement interentreprise, véritable accélérateur de l'hyperinflation. Compte tenu des besoins en devises, l'exportation des armes est fortement conseillée. Cependant, le marché de l'armement n'est plus très porteur et les commandes mondiales ne dépassent pas 40 milliards de dollars sur les marchés souvent captifs et ne laissent guère présager pour la

Russie des demandes supérieures à 15 milliards de dollars (alors que pour 1991 et 1992 les exportations d'armes conventionnelles russes n'ont pas dépassé 4 milliards de dollars par an. Cependant, le CMI considère qu'il est préférable d'exporter des produits militaires de haute technologie (30 millions de dollars pour un Mig-31) et d'importer des produits de consommation grâce aux ressources ainsi obtenues, plutôt que de convertir des activités très compétitives pour des biens civils trop faiblement concurrentiels, au moins à court terme. Des accords ont déjà été conclus avec la Chine concernant l'échange de jus de mangue ou d'autres produits de consommation contre des avions. En outre, la Russie doit, pour sa propre défense, préserver les acquis scientifiques et la base technologique de son CMI. Cependant, la question prioritaire de l'accès aux matières premières et de son corollaire l'augmentation du prix des armes se pose, et ce d'autant plus qu'en moyenne les rabais sur le marché aérospatial atteignent 57 % depuis 3 ans. Enfin, le développement du commerce d'occasion, le marasme du marché mondial, la perte des clients traditionnels du tiers monde fortement endettés limitent la solution des exportations d'armes pour combler la perte des commandes de l'Etat.

- *Réduire ou supprimer les activités* sans pour autant licencier les salariés et toucher l'infrastructure sociale. Il en découle un endettement supplémentaire et une réduction progressive des salaires et des conditions sociales. Les industriels militaires se considèrent comme des privilégiés et ils refusent une conversion impliquant des compétences, des motivations et des méthodes de travail nouvelles. Or, en l'absence de commandes commerciales, l'entreprise se limite à conserver en l'état un appareil productif sous-utilisé, faute de consommations intermédiaires disponibles et de nouveaux débouchés.

- *Accroître la production civile existante.* Il s'agit d'améliorer les résultats commerciaux, de proposer une approche réaliste de la demande solvable et d'atteindre le standard mondial, notamment pour les produits de haute technologie. En Russie, la qualité des produits civils de l'industrie d'armement était très inférieure aux produits militaires, du

fait de leur fonction accessoire dans l'entreprise et de la faiblesse des allocations technologiques, matérielles et financières qui leur étaient affectées. Ce n'est plus le cas, mais il reste de solides obstacles comme le prix des produits civils, l'absence de marchés nationaux constitués, la concurrence des produits étrangers ou l'accès aux matières premières.

- *Fabriquer de nouveaux produits civils et promouvoir une nouvelle division du travail dans les domaines de la science et de la technologie.* Il s'agit de se rapprocher des technologies occidentales et donc de mener une politique de « technology push », de façon à améliorer la qualité des produits et à réduire les coûts. Il s'agit de réorganiser l'industrie de l'armement à l'intérieur de la structure industrielle existante, usine par usine, en lui affectant des productions civiles et en développant les produits à usage dual. Les propositions concrètes sont cependant peu nombreuses.

- *Travailler avec les « joint ventures » et le capital international.* La Communauté européenne a annoncé qu'elle prévoyait d'accorder 15 milliards de dollars de crédit à la Russie pour l'achat d'équipements nécessaires à la conversion, de préférence dans le cadre d'entreprises jointes avec les firmes européennes. Pour l'instant, malgré l'importance des contacts, cette procédure est encore bien mal utilisée.

Les stratégies de conversion

En matière de conversion, il faut se rappeler que les cinq plus grandes compagnies aérospatiales de la défense ont un chiffre d'affaires cumulé inférieur à celui de McDonald. C'est dire le potentiel de conversion civile. Il y a cinq types de conversion : la production de la maintenance et du démantèlement des armes, les commandes, les « joint ventures », la privatisation ou les restructurations industrielles.

- *La destruction des armes existantes.* 900000 emplois étaient concernés par l'armement nucléaire soviétique, dont 2000 personnes ayant une bonne connaissance de l'ensemble du processus de fabrication. Plusieurs villes étaient directement

impliquées et une dizaine d'entre elles ont déjà abandonné leur production nucléaire. Cependant, le démantèlement actuel des armes ne peut excéder 1500 têtes (tactiques et stratégiques) par an, alors que les accords internationaux supposent une destruction de plus de 3000 têtes par an. Il reste respectivement plus de 10.000 et 15.000 têtes nucléaires stratégiques (contre 7000 avant l'an 2000 selon les accords START et peut-être 3000 en 2003). Il serait possible de doubler le rythme du démantèlement avec quelques investissements supplémentaires. En outre, les procédures plus sûres pourraient être engagées pour le transport, le stockage ou la récupération des composants des équipements militaires. Des financements ont déjà été accordés par les USA pour un montant de 400 millions de dollars. Pour les armes conventionnelles, il faudrait détruire plus de 15.000 tanks dans les années à venir. Cette stratégie est limitée à quelques entreprises très spécialisées et compétentes.

- *La conversion par la commande* a été organisée par la Commission Militaro-Industrielle, dès janvier 1989. Fin 1989, 400.000 personnes étaient réorientées, mais seulement une centaine d'entreprises étaient concernées et 15% seulement des produits avaient une qualité standard de niveau international. Le programme a été globalement un échec pour plusieurs raisons :

- Le pouvoir de décision de conversion appartenait à la Commission Militaro-Industrielle pour une action perçue comme une menace à l'encontre des intérêts des entreprises concernées.

- Aucun travail préparatoire de la décision politique de la conversion n'avait été engagé. Les ordres venaient d'en haut, sans référence avec les matériels et fonds disponibles et sans prendre en compte les possibilités techniques des entreprises et avec des ressources financières très faibles.

- Enfin, il n'y avait pas de base légale ni pour la conversion ni pour les privatisations ultérieures.

En décembre 1990, un plan, doté de 765 milliards de roubles en 5 ans, resté secret a défini 12 priorités pour la conversion. Les entreprises, les instituts de recherche ou les bureaux d'études devaient recevoir l'ordre de se convertir, mais les résultats ont été faibles. Le Comité d'Etat à la

conversion a même disparu en 1992. Plusieurs raisons peuvent expliquer cet échec, notamment :

- l'absence d'incitation aux nouvelles orientations à la production scientifique et aux potentiels technologiques du CMI, du fait du prestige insuffisant de la procédure et du rôle secondaire de la protection civile ;
- La faible orientation marchande des choix de conversion ;
- La nécessité, pour les produits civils, de financer indirectement la production militaire afin de conserver une avance technologique, contribuant ainsi à l'inflation par ce coût supplémentaire.

Pourtant, avec la réduction drastique du quart des dépenses militaires, la conversion devenait une question de survie.

En 1992, en l'absence d'une politique nationale, les entreprises ont engagé le processus de la conversion avec l'assistance internationale et les « joint ventures » par leurs propres moyens. Le capital étranger a été appelé, et celui-ci avait un *a priori* favorable, compte tenu du bon niveau technologique de l'industrie d'armement soviétique. Une coopération soviéto-italienne (75 millions de dollars) s'est d'abord développée sur les nouvelles technologies et matériaux employés par le CMI (laser, titane, moteurs diesels à faible puissance, coproduction de bicyclettes, de machines à laver et de réfrigérateurs). Sur 90 sites identifiés, 6 seulement étaient effectivement en marche début 1993. Or, avec la fin de l'URSS, les commandes d'avions ont diminué de 50%, celles des chars de 30%. L'Agency for Research Commercialization and Technological Innovation Support (ARCTIS), société de conseil et de négociation, créée en 1991, à la suite d'un accord entre le Soviet de Saint-Pétersbourg et l'ONUUDI a l'ambition d'aider la conversion du CMI par la création de PME, mais les effets restent encore limités. Les entreprises de recherche ont une plus grande facilité à se consacrer à la production civile, ainsi que les petites firmes. Des solutions régionales pourraient être dégagées. Les autorités de Sverdlovsk ont créé une société « Uralkonsersiya en vue d'encourager les entreprises étrangères à coopérer. Cependant, le fossé technologique entre le secteur militaire et le secteur civil rend très difficile la réalisation des projets. Les crédits occidentaux tardent à venir pour diverses raisons :

- Les partenaires encore soviétiques n'ont pas les devises étrangères pour compenser les dépenses des firmes partenaires ;
- La sélection des biens civils en coproduction intéressant les deux partenaires est difficile, car la recherche d'un partenaire international est faite dans le plus grand amateurisme et elle aboutit bien souvent à des échecs très démobilisateurs pour les deux parties.
- Les affaires restent instables, car il y a un manque de clarté concernant les droits des brevets et leur relation avec le secteur militaire.
- Pendant longtemps, le CMI a été un consommateur. Il lui faut devenir une source de richesse, alors que ses produits ne sont pas encore compétitifs sur les marchés civils.

- *La conversion par la privatisation*, encore faible au printemps 1994, fait l'objet de nombreuses discussions. La privatisation est une condition nécessaire mais pas suffisante (Cronberg, 1993). En juin 1992, le Ministère de l'Industrie russe a proposé le plan suivant :

- 30% des industries militaires appartenant au Département de l'Industrie militaire et de la Conversion ne produisent que des biens civils ou moins de 30% de produits militaires conventionnels, devraient être privatisées, sous forme de sociétés par actions, avant la fin 1992.
- Les entreprises d'armement sans importance stratégique doivent continuer à être la propriété d'un Etat confiné à son simple rôle de propriétaire.
- Les autres entreprises (fournisseurs de produits pour les forces stratégiques) devraient rester sous un contrôle sévère de l'Etat (avec les privilèges et applications prévus par la loi du secret).

En 1993, le mouvement de privatisation officiel était bien avancé, puisque 40% des entreprises du CMI sont devenues des sociétés par actions, alors que les commandes d'Etat militaires et civiles ont diminué de 68% par rapport à 1991 et ne représentent respectivement que 10% et 19% des capacités productives des entreprises du CMI avec un salaire moyen un tiers inférieur à celui de l'industrie civile et un chômage potentiel énorme. La privatisation accélère la conversion, en réduisant la taille des entreprises, en limitant le déficit du budget de l'Etat et en mettant fin aux dettes des

entreprises. Cependant, elle accroît les coûts sociaux et elle n'est plus en mesure de contrôler l'origine des nouvelles fortunes.

- *La conversion par la restructuration industrielle* est souvent recommandée. Du fait de la crise financière profonde de la Russie, toute épargne issue d'une réduction des dépenses militaires peut être soit réinvestie dans une conversion matérielle directe, soit utilisée pour réduire le déficit budgétaire et ainsi participer à la lutte contre l'inflation. Une conversion usine par usine a peu de chance de réussir car elle réduit la flexibilité des ressources, en créant de sévères contraintes à un secteur encore faiblement compétitif. Dans ce cas, la conversion par diffusion permise par la réduction des budgets militaires s'applique plutôt aux nouvelles opportunités sur le marché. On fait alors le pari que les risques de pertes d'emplois sont plus liés au maintien des commandes militaires qu'à la conversion. En Russie, il y a peu d'alternatives pour ceux qui abandonnent leurs activités professionnelles et il n'existe pas de législation incitative à la restructuration des entreprises.

L'échelle de la conversion revendiquée à l'origine par Gorbatchev n'est pas encore respectée, ni en termes de flexibilité des ressources à l'intérieur de la société, ni en termes de qualité. Il reste que l'emploi (500.000 licenciements seulement) et les salaires (fortement grevés par l'inflation) restent assurés. L'Etat participe aussi au statu quo, il maintient le système des vieux réseaux et la capacité de production militaire. Il n'existe pas de protection de la propriété industrielle, la législation est très en retard sur les faits et les exigences économiques, les réseaux financiers sont inadaptés, le lobbying joue à plein, les ressources en devises sont très insuffisantes, l'incertitude politico-sociale accroît les risques industriels, la crise du logement réduit la mobilité des travailleurs. L'important c'est le maintien de la cohésion sociale.

L'aide internationale reste trop faible et insuffisamment fondée sur le désarmement. Les Etats-Unis ont accordé 400 millions de dollars pour des projets spécifiques de démantèlement des armes nucléaires et le recyclage des scientifiques et techniciens de l'armement

nucléaire. La France a proposé son aide pour le démantèlement des têtes nucléaires, mais les Russes ont préféré utiliser leurs propres techniciens, pour des raisons de secret militaire. Son action (très faible en matière financière) se limite à la sécurité du transport, au stockage des armes et au retraitement des matières fissiles/ La CEE accorde une assistance technique de plus de 24 milliards de dollars de crédits sur plusieurs années. Or, il est indéniable que l'aide internationale doit exercer un rôle fondamental. Il est même probable que la Russie pourrait obtenir des crédits supplémentaires de la part des grandes puissances économiques en échange d'une réduction de ses armements et de leur production, ainsi qu'une amélioration des conditions de maintenance et de sécurité des armes nucléaires existantes.

Enfin, la question reste de savoir si la conversion doit faire l'objet d'une planification centrale (gérée par un Etat faible et déconsidéré) ou être laissée à la discrétion d'entreprises (qui souhaitent rester dans le domaine militaire pour conserver leurs privilèges économiques). La conversion ne peut être concentrée entre les mains d'un Centre aux ressources trop limitées. Elle implique à la fois des actions étatiques et régionales d'infrastructures et une réelle volonté des entreprises. En fait, le modèle japonais pourrait inspirer la Russie. Au Japon, les entreprises performantes ont développé des innovations impliquant de faibles dépenses de capital, une gestion des emplois à vie, une recherche permanente de productivité et de qualité et une adaptation constante aux nouvelles techniques de management. Les accords entre les grands établissements et les structures ministérielles favorisent les procédures de diversification et de conversion. Les similarités entre les deux pays pour un emploi stable dans les grandes entreprises, une gestion d'entreprises centralisée, paternaliste et autocratique et la restructuration des industries en déclin est importante.

Bibliographie

Aganbeguyan, A., Fontanel, J. (1994), Un monde en transition. Les exemples de la Russie et de l'industrie d'armement, *Cahiers de l'Espace Europe*, n°5, Grenoble.

Baldwin, D.A. (1985), *Economic Statescraft*, Princeton University Press.

Cars, H.C., Fontanel, J., (1985), Military Expenditure Comparisons, in "Peace, Defence and Cars Economic Analysis" (, Mac Millan, London, 1987

C.B.O. (1993), *Foreign Aid Programs Sometimes Hurst by Other Government Policies*, Economic Report, Washington.

Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1981), Le désarmement pour le développement : un pari difficile, Fondation pour les Etudes de Défense Nationale. Les Sept Epées, Cahier n° 19, Paris,

Cronberg, T. (1993), *The price of Peace. Military conversion on the enterprise level in Russia*, Tekster om Techologivurdering Technology Assessment Texts, 10.

Després, L. (1994) Les conséquences économiques du désarmement dans l'ex URSS : Conversion des industries de défense et exportations d'armes. *Ares, Défense et Sécurité*, Grenoble.

Fontanel, J. (1982), L'estimation des dépenses militaires soviétiques, *Arès, défense et Sécurité*.

Fontanel, J, Smith, R., 1985. Analyse économique des dépenses militaires. *Stratégique*.

Fontanel, J., Smith, R. (1986), Le coût des forces nucléaires, *Arès, Défense et Sécurité*.

Fontanel, J., Bensahel, L. (1992), La guerre économique, *Arès, Défense et Sécurité*.

Fontanel, J. (1989) Les technologies militaires dans le développement économique contemporain, *Pax Economica*, Grenoble.

Fontanel, J. (1993), *Economistes de la paix*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Fontanel, J., Ward, M. (1993), Military Expenditures, armament and disarmament, *Defence and Peace Economics*, 4(1).

Fontanel, J. (1994), Economics of Disarmament. A Survey. *Defence and Peace Economics*, n°2.

Fontanel, J. (1994), *La conversion économique du secteur militaire*, Economica, Paris.

Galbraith (attribué à) 1968, *La paix indésirable, rapport sur l'utilité des guerres*, Calmann Levy.

Izyumov, W. (1993), The National Experience of the USSR, *Proceedings of the United Nations on Conversion*, Moscow, August.

Kaldor, M. (1982), *The baroque arsenal*, Deutsch, London.

Kennedy, P. (1987), *The Rise and Fall of the Great Powers*, Random House, New York.

Melman, S. (1992), Successful conversion experiences, in *Conversion Opportunities for Development and Environment*, Springer-Verlag, Berli.

Menshikov, S. (1993) Economie de la paix en Russie, in *Economistes de la paix*, Presses Universitaires de Grenoble.

ONU (1981), *Etude des rapports entre désarmement et développement*, A/36.356, New York.

Smith, R., Fontanel, J. (1987), Weapons Procurement. Domestic production Versus Imports, "*New Conventional Weapons and Western Defence*" Frank Cass, London

Smith, R., Humm, A. and Fontanel, J. (1987) Capital labour substitution in defence provision. *Defence Security and Development*, pp.69-80.

UEO (1990) Konversiya – La reconversion de l'industrie militaire soviétique, Rapport, document 1249. 7 novembre.

UNIDIR (1992), *Economic Aspects of Disarmament*. United Nations, A/47/346, Geneva.